

Perspectives

N°22/183 – 7 juin 2022

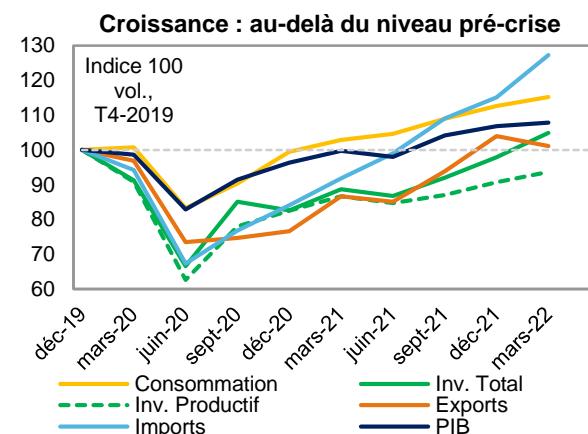
COLOMBIE – Surprise politique, croissance et inflation résistantes

Ainsi que l'avaient « annoncé » les sondages, le candidat de gauche, Gustavo Petro (*Pacto Histórico*), est arrivé en tête au premier tour de l'élection présidentielle le dimanche 29 mai avec 40,3% des voix. En revanche, donné deuxième, Federico Gutiérrez (*Equipo por Colombia*) n'a recueilli que 23,9% des votes et s'est fait devancer par Rodolfo Hernandez (*Liga de Gobernantes Anticorrupcion*, 28,2% des voix).

F. Gutiérrez, candidat de la droite classique, perçu comme s'inscrivant dans la lignée de l'actuel gouvernement, n'a pas réussi à capitaliser en se présentant comme la seule option crédible empêchant la gauche de G. Petro de parvenir au pouvoir. Vu comme le candidat du *status quo*, il s'est fait distancer par le « trublion populiste de droite ». Reflétant les désillusions notamment nourries par les inégalités sociales et le ressentiment des colombiens à l'égard des partis traditionnels, l'ascension de R. Hernandez (perçue par les sondages mais pas au point de le voir candidat au second tour) tient certainement à sa personnalité (homme d'affaires, personnalité politique locale puisque maire de Bucaramanga, candidat indépendant) et à son absence de campagne (excellent moyen de dissimuler ses faiblesses voire son « vide »), si ce n'est sur les réseaux sociaux.

R. Hernandez n'a, en effet, pas participé aux débats organisés avant l'élection et ne dispose pas d'appuis parlementaires. Son programme économique n'est pas réellement élaboré et s'articule quasi exclusivement autour de la lutte contre la corruption. Il propose notamment de diminuer les dépenses de fonctionnement de l'État afin d'alléger la fiscalité (réduction du taux de TVA de 19% à 10%, incitation à la création d'entreprises avec des exonérations fiscales pour les entreprises nouvellement créées).

Quant à G. Petro, il s'est présenté aux élections armé d'un programme ambitieux et détaillé qui introduit de nouvelles orientations. Il propose des changements majeurs en termes de fiscalité (nouvel impôt sur les dividendes, nouvel impôt sur les 4 000 personnes les plus riches, taxe sur les terres non exploitées, augmentation des impôts et des redevances sur les industries extractives, augmentation des recettes fiscales/PIB de 5,5 points de pourcentage), de système de retraite (transition vers un système de répartition, retraite minimum pour les personnes n'ayant pas cotisé), de rôle dévolu aux industries extractives (mettre fin à la dépendance vis-à-vis des exportations de pétrole¹, suppression progressive des exportations de charbon, transition vers des énergies propres, interdiction de la fracturation, des



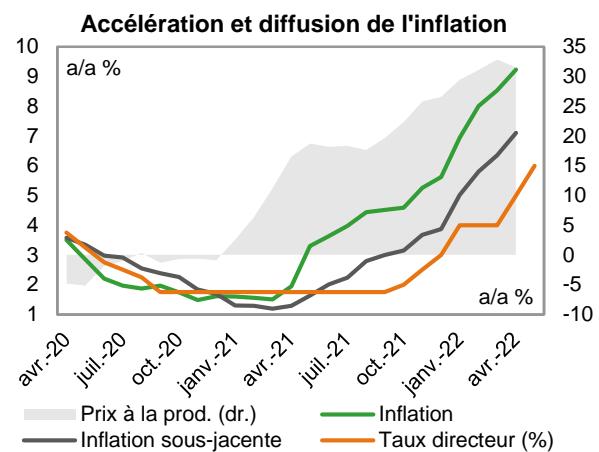
¹ Les exportations de pétrole génèrent environ un tiers des recettes d'exportations totales (soit 4,5% du PIB) et un excédent commercial de plus de 3% du PIB. Les recettes fiscales tirées du secteur pétrolier représentent 13% des recettes budgétaires.

mines à ciel ouvert, des nouvelles explorations pétrolières), de rôle de la banque centrale (compléter le ciblage de l'inflation par des objectifs de croissance et d'emploi).

Bien que F. Gutierrez ait annoncé son soutien à R. Hernandez, le second tour (19 juin) s'annonce serré. Quel que soit l'élu, il incarnera un changement au regard de la succession des gouvernements de centre et de centre-droit. Il lui faudra cependant composer avec le Congrès élu en mars², ce qui limite singulièrement les chances de voir mises en œuvre les propositions les plus radicales. À plus brève échéance, il faudra promouvoir l'atterrissement (si possible en douceur) d'une économie encore vaillante, mais déjà en proie à la décélération et à une inflation très élevée.

L'inflation, tout d'abord celle des composantes volatiles (dont l'énergie), puis rapidement l'inflation sous-jacente se sont considérablement redressées depuis avril 2021, tout comme les anticipations d'inflation, et ce malgré les subventions sur les prix des carburants³. L'inflation est évidemment due aux pressions exercées en amont par les perturbations des chaînes de valeur mondiales, la guerre en l'Ukraine et de nouveaux confinements en Chine.

Mais elle est également imputable à une sortie de crise puissamment tirée par la consommation privée et publique (alors que l'investissement productif reste inférieur à son niveau pré-pandémie), au dynamisme persistant de l'activité, à la bonne tenue du marché du travail, à la croissance du crédit. Cela a conduit la Banque centrale à revoir ses prévisions de croissance à la hausse pour 2022 (de 4,7% à 5%, mais en les maintenant à 2,9% pour 2023), tout en considérant que l'économie a épousé ses capacités excédentaires. Ayant entamé son resserrement monétaire tardivement, la Banque centrale (cible d'inflation de 3% +/-1 point de pourcentage), lors de sa réunion du 29 avril, a encore augmenté son taux directeur de 100 points de base le portant ainsi à 6%. Loin du pic prévisible vers 9% fin 2022.



Article publié le 3 juin 2022 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

² Très schématiquement, il faudra trouver des compromis avec la Chambre basse (188 membres) très largement de centre-droit (droite 44% des sièges, centre-droit 29%, gauche 27%) et le Sénat (108 sièges) majoritairement à droite (droite 52% des sièges, centre-droit 27%, gauche 21%).

³ En 2007, la Colombie a créé un fonds de stabilisation des prix des carburants (*Fondo de Estabilización de Precios de los Combustibles*, FEPC). Le déficit du FEPC du premier trimestre 2022 s'élève à environ 6 300 milliards COP (soit 0,5% du PIB annuel 2021). Le déficit pourrait se situer autour de 2% du PIB fin 2022.

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
03/06/2022	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
03/06/2022	Et du côté de la bataille des idées ? Qui gagnera la guerre mondiale ?	Monde
30/05/2022	Allemagne – Conjoncture : PIB au T1-2022	Europe
25/05/2022	Centrafrique – L'adoption du Bitcoin, une décision qui interroge	Afrique sub-saharienne
24/05/2022	Asie – Chine, Hong Kong : le coût du zéro Covid	Asie
20/05/2022	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
20/05/2022	Italie – Scénario 2022-2023 : face au conflit en Ukraine	Italie
19/05/2022	Algérie – Des améliorations économiques certaines, mais plus d'inflation	Afrique du Nord
19/05/2022	Europe – Le 9 mai de l'Europe, un moment géopolitique ?	Europe
19/05/2022	Géo-économie et investissements directs : la puissance auto-réalisatrice des anticipations	Géopolitique
18/05/2022	Philippines – Un peuple qui oublie son passé se condamne à le revivre	Asie du Sud-Est
16/05/2022	Espagne – L'industrie résiste, sous pression	Espagne
13/05/2022	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
11/05/2022	Afrique du Sud – Les indices PMI témoignent des difficultés du mois d'avril	Afrique du Sud
10/05/2022	Zone euro – Production industrielle et ventes au détail en repli en mars	Zone euro

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques :** Robin Mourier, Alexis Mayer

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application [Etudes ECO](#) disponible sur App store

Android : application [Etudes ECO](#) disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.